



Montreuil, le 13 octobre 2026

Chez EBRA, les salariés rejettent massivement le plan du Crédit mutuel

Le plan de suppressions de plusieurs centaines de postes dans les neuf journaux du groupe de presse du Crédit mutuel, EBRA, comme dans ses filiales a trouvé une forte opposition dans les rangs des salariés le 9 octobre.

A l'appel du SNJ et du SNJ-CGT dans les titres où ils est présent, plus de 60 % des journalistes et des dizaines d'autres salariés EBRA ont participé à la grève et à des actions organisées dans les villes emblématiques de l'empire de presse quotidienne régionale du Crédit mutuel : Strasbourg, Dijon, Lyon, Metz, Nancy...

Les processus de réalisation des journaux ont été fortement perturbés, les managers réquisitionnés pour palier les absences, tandis que des opérations de tractage, des manifestations de salariés du groupe ont été organisées devant les agences du Crédit Mutuel sur tout le territoire EBRA.

Sa présidente Sophie Gourmelen se trouvait à Nancy pour une opération de communication autour de l'avenir de son groupe de presse. Elle y a déployé le même écran de fumée visant à cacher les atteintes au journalisme et à l'information portées par notre actionnaire. Elle n'aura sûrement pas manqué les pancartes et banderoles des journalistes dispersées devant le café L'Excelsior qui la recevait.

C'est bien d'elle que les salariés attendent un geste : la suppression de postes de journalistes chargés de vérifier l'information, compensée par l'utilisation obligatoire d'outils d'intelligence artificielle et la mise en commun croissante de pages et articles entre les titres mènent tout droit à une information low cost que les lecteurs boudront. Et donc à terme, à des déserts informationnels.

Nous refusons que le Crédit mutuel organise la désaffection du public pour sa presse locale, à l'image de ce qui se passe dans les services publics. La banque à qui parler a les moyens de sauver sa presse : il est temps de nous écouter !